

Étude économique du CNPA : des entreprises toujours très inquiètes...

lundi, 18 mai 2020

Selon la deuxième étude économique du CNPA sur l'impact de la crise sanitaire sur l'activité des entreprises des services de l'automobile laisse entendre que près d'un tiers d'entre elles seraient menacées de faillite...



Etude réalisée du 8 au 11 mai 2020 réalisée sur

2000 entreprises

des services de l'automobile, de toutes tailles

UNE SITUATION MOROSE POUR LES SERVICES DE L'AUTOMOBILE

Baisse moyenne d'activité en avril 2020

-84%

30%

des entreprises en risque de faillite

De **40 000** à **50 000**

emplois impactés par la crise du Covid-19

CONSÉQUENCES DE LA CRISE SANITAIRE SUR L'ACTIVITÉ

63 % des entreprises ont prévu de prendre des mesures financières et sociales pour leur exploitation :



51%

d'entre elles envisagent un report des investissements

40%



d'entre elles une annulation pure et simple des investissements.

Plus du tiers des entreprises prévoient un plan de restructuration ou un plan social.



REPRISE DE L'ACTIVITÉ

90% des entreprises ont prévu de reprendre leur activité le 11 mai, mais seulement la moitié des entreprises envisagent une reprise totale de leur activité.



Près de **60%** des entreprises vont maintenir leurs salariés au chômage partiel, en moyenne à hauteur de **50%** de leur effectif.

RELANCE DE L'ÉCONOMIE

84 % des entreprises demandent une exonération totale de charges fiscales et sociales.

62% des entreprises souhaitent une prorogation des mesures d'urgence jusqu'à l'automne (chômage partiel, Prêts garantis par l'Etat, Fonds de Solidarité, etc.)

14% des entreprises souhaitent un dégrèvement de certaines taxes locales

8% des entreprises sont en faveur d'un assouplissement de la durée hebdomadaire du travail et du travail dominical.



RETROUVEZ NOUS SUR WWW.CNPA.FR ET AUSSI



Cliquez sur l'infographie pour

l'agrandir.

Après une première étude économique publiée en avril dernier et mesurant l'impact du Covid-19 sur l'activité des entreprises de la Branche des Services de l'Automobile, le CNPA dévoile une seconde étude, réalisée du 8 au 11 mai dernier auprès de 2 000 entreprises. La tendance s'est accentuée par rapport à la première étude : la situation s'est fortement dégradée en avril avec 84 % de baisse d'activité. Au point que 30% des chefs d'entreprises sondés craignent aujourd'hui la faillite...

40 à 50 000 emplois dans la balance

L'essence même d'un sondage est de s'appuyer sur du déclaratif. En ce sens, les plus optimistes pourront rétorquer que le pire n'est jamais certain. Il n'en demeure pas moins que si près d'un tiers des entreprises se disent au bord du gouffre, la casse sociale risque d'être grande. Le CNPA note en effet que ce ne seraient pas moins de 40 à 50 000 emplois qui pourraient disparaître si un plan de relance adéquat et rapide n'était pas mis en place !

Cette seconde étude économique relève à ce titre que 63% des patrons sondés envisagent d'ores et déjà de prendre des mesures financières et sociales pour leur entreprise. Et parmi les 2 000 affaires de toute taille interrogées par l'organisation professionnelle, c'est particulièrement le cas en ce qui concerne les distributeurs VN/VO (70% d'entre eux) ainsi que les loueurs de courte durée (pour quelque 92% d'entre eux). Soit des professions où l'activité a chuté de 80 à 100%... *In fine*, plus d'un tiers des chefs d'entreprises prévoit un plan de restructuration ou un plan social pour leur affaire.

Autre signal négatif envoyé par le terrain : 51% déclarent reporter leurs investissements, tandis que 39% annoncent purement et simplement les annuler.

Chômage partiel prolongé à 50% du temps travaillé

Et si cette seconde étude mesurant l'impact du Covid-19 s'est clôturée le jour 1 du déconfinement, nombreux sont les pros à ne voir la reprise d'activité que lente et progressive. Ils sont certes sur le pont, 90% ayant déclaré rouvrir dès la fin de la période de confinement.

Toutefois, la moitié d'entre eux seulement envisagent une reprise totale d'activité. Aussi n'est-il pas surprenant d'apprendre que 60% des chefs d'entreprises sondés entendent maintenir une partie de leur effectif en activité partielle, en moyenne à hauteur de 50%.

VN/VO à la peine

Une courte semaine après la fin de la période de confinement, les acteurs de la distribution ne peuvent que constater une fréquentation modeste de leurs points de vente. Les ménages comme les entreprises ont très certainement reporté leur intention d'achat en matière de VN ou de VO.

C'est ce que souligne une récente étude d'OpinionWay pour AAA Data : seuls 39 % des Français comptent changer de véhicule tandis que 51 % déclarent reporter leur intention d'achat à plus de 12 mois. La fréquentation semble plus soutenue pour ce qui concerne l'activité d'entretien-réparation automobile, note toutefois le CNPA, avec un impératif d'entretien des véhicules - dont une partie doit aussi passer le

contrôle technique...

Exonération totale de charges sociales et fiscales souhaitée

Pour faire face à cette situation inédite, 62 % des professionnels des Services de l'Automobile souhaitent voir la prorogation des mesures fiscales et autres aides gouvernementales aller jusqu'à l'automne. S'ils ont massivement sollicité les dispositifs d'accompagnement mis en place (50% des entreprises ont bénéficié du Fonds de solidarité), cela ne sera pas suffisant.

Aussi, 84% demandent un exonération totale de charges fiscales et sociales. Quant aux PGE (prêts garantis par l'État), ils doivent avant tout servir à consolider les fonds propres des entreprises, voire investir et non servir seulement à combler les déficits de trésorerie issus du confinement.

© Apres-Vente-Auto.com © Reproduction interdite